

# Armée de Terre : professionnalisme et inquiétude



L'armée de Terre, malgré la réduction de son format, peut remplir ses missions, y compris en coopération. Toutefois, les difficultés budgétaires pourraient l'empêcher de tenir son rang dans la durée.

Telle est l'opinion exprimée, le 11 juillet 2012, par son chef d'état-major, le général d'armée Bertrand Ract-Madoux, devant l'Association des journalistes de défense.

Seules, **les opérations** de guerre, comme en Afghanistan et en Libye, nécessitent l'engagement d'hélicoptères de combat. En Afghanistan, ils servent à l'appui des unités terrestres et au ramassage des blessés. Il en restera probablement quelques uns sur place après le retrait des troupes fin 2012. « *Nos hommes sont courageux et se sont montrés intelligents quand il a fallu s'adapter à une évolution de la stratégie depuis un an* ». Les talibans ont abandonné le combat

frontal au profit des attaques suicides et des tirs fratricides, qui affectent le lien de confiance entre les troupes afghanes et internationales. Le Service de santé français soigne beaucoup de civils... qui constituent 90 % des pertes ! Les talibans, qui ne tiennent pas à la vie, tirent de façon aveugle. Par ailleurs, pour éviter leur infiltration dans les troupes régulières, les autorités afghanes font converger les activités de leurs services pour filtrer le recrutement. En outre, des soldats français participent directement à la sécurité des instructeurs français. En Libye, même s'il n'y a pas eu officiellement de troupes engagées au sol, 15 hélicoptères et 200 hommes ont participé à l'opération « Harmattan ». Ils ont détruit 600 objectifs de nuit, au cours de raids effectués au ras du sol. « *On a eu beaucoup de chance de ne déplorer aucune perte* », bien que les équipages soient entraînés à agir en toute discrétion et avec des appareils de vision nocturne. Toutefois, une opération purement aérienne ne donne qu'un résultat partiel, estime le général Ract-Madoux qui ajoute : « *Tous les conflits commencent à terre et finissent à terre* ». Au Sahel, l'armée de Terre n'a pas été sollicitée pour une planification d'ampleur, qui relève du chef d'Etat-major des armées. Il n'y a guère de communication officielle sur cette région, où sont impliqués les forces spéciales, les services de renseignement et un dispositif diplomatique permanent. La planification d'une opération terrestre serait très complexe en raison des grandes distances à parcourir dans le désert malien, milieu extrêmement difficile. Enfin, une mission en Syrie, entreprise sous mandat de l'ONU, serait plutôt humanitaire au sens large (1), donc très différente d'une intervention offensive consistant à combattre l'un des protagonistes.

**Le modèle** de l'armée de Terre ne devrait pas connaître de rupture, vu l'absence de bouleversements stratégique depuis 2008. Elle prépare tous les types de missions pour répondre aux besoins exprimés par une organisation internationale ou un pays ami, qui demanderait du secours ou un coup de main. Toutefois, elle va perdre de la visibilité en France, car ses effectifs vont descendre à 100.000 personnels sur une population de plus de 60 millions d'habitants. Elle aura perdu 25.000 postes entre 2008 et 2015 et en aura transféré autant dans les services interarmées. Les économies budgétaires, déjà entreprises depuis quelques années, vont toucher les flux : fonctionnement, soutien et effectifs. « *Ce sera très difficile et douloureux, car nous sommes arrivés à un plancher en termes de fonctionnement et d'activités et on devra saupoudrer (les économies) partout* ». Faute de capacité logistique (stocks et disponibilité) suffisante, il n'est guère possible de tenir dans la durée les exigences du Livre blanc 2008 sur la défense et

la sécurité nationale. Les troupes régulières doivent pouvoir participer à la reconstruction d'un pays... après une phase très dure de combats ! Les forces spéciales doivent alors être ramenées et utilisées en va-et-vient. Quoiqu'intégrant des éléments de la Marine et de l'armée de l'Air, celles-ci complètent les forces terrestres. Par ailleurs, les armes capables de détruire à distance ne suffisent pas pour gagner sur le terrain, souligne le général Ract-Madoux.

**La coopération** fonctionne bien avec les armées de Terre italienne, allemande et britannique. Des projets sont en cours avec la Grande-Bretagne, en vue de pouvoir engager une force terrestre de deux brigades sous un commandement commun. Les procédures opérationnelles et la langue de travail (l'anglais) sont les mêmes, quoique l'interconnexion des systèmes d'information présente encore des difficultés. Des équipements communs sont à l'étude : drones et canons de 40 mm pour les futurs véhicules blindés. Les drones tactiques correspondent en effet aux besoins des deux armées. Les SDTi (système de drone tactique intérimaire) français ont quitté l'Afghanistan début juillet, après un travail qualifié d'exceptionnel. Les images de certains engagements serviront à préparer les engagements futurs dans de bonnes conditions.

**Les réserves** devraient être appelées à jouer un rôle accru dans les deux armées. Elles totalisent 10.000 personnels pour une armée de 82.000 militaires d'active en Grande-Bretagne, contre 16.000 pour 100.000 hommes en France. Or, constate le général Ract-Madoux, les réservistes sont surtout des fonctionnaires, car les contreparties accordées aux entreprises ne suffisent pas à compenser leurs pertes occasionnées par les absences temporaires de leurs personnels partis en périodes. Beaucoup de réservistes du secteur privé ne peuvent donc en effectuer que pendant leurs vacances. Il faudrait une adaptation législative et un budget suffisant, alors qu'aujourd'hui il est inférieur à 50 M€ par an. De plus, les crédits des réserves sont rognés après chaque crise. Enfin, souligne le chef d'état-major de l'armée de Terre, « *sans garantie de crédits, on ne peut faire de grands projets* ».

## **Loïc Salmon**

(1) Un groupement médico-chirurgical est opérationnel à la frontière jordano-syrienne depuis le 14 août.

*Le général d'armée Bertrand Ract-Madoux est chef d'état-major de l'armée de*

*Terre depuis le 1er septembre 2011. A sa sortie de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1972, il choisit l'arme blindée et cavalerie. Breveté d'études militaires supérieures, il est auditeur du Centre des hautes études militaires et de l'Institut des hautes études de défense nationale. Il a notamment commandé le 1er Régiment de spahis (1995), le Bataillon N°2 de l'IFOR en ex-Yougoslavie (février-juin 1996) et la 2ème Brigade blindée (2002). Au cours de cette dernière affectation, il a assuré le commandement tactique des forces françaises en Côte d'Ivoire (octobre 2003-février 2004) dans le cadre de l'opération Licorne. Enfin, il a été le « numéro deux » de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) pendant quatre ans (2007-2011). Titulaire de la croix de la Valeur militaire avec deux citations, le général Ract-Madoux est commandeur de la Légion d'Honneur et de l'Ordre national du Mérite. Bernard Fanucchi (à droite) est président de l'Association des journalistes de défense.*